



Pouvoir adjudicateur
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE LIMOGES
Etablissement support du GHT du Limousin
2, avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX
Cellule de la Commande Publique
Adresse électronique :
celluledesmarches@chu-limoges.fr



Marchés Publics de[service]

AOO_03_2025_Maintenance_Cellule_HT_BT

Maintenance préventive et corrective avec assistance technique 24h/24 des installations haute et basse tension

Procédure utilisée

Procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique

Règlement de la consultation

Organe de publication :

Plateforme de dématérialisation ☒ Site Internet du pouvoir adjudicateur ☐
BOAMP ☒ JOUE ☒ Marchés online ☐



Date et heure limites de réception des plis :

16 janvier 2026 à [12h00], délai de rigueur

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

IMPORTANT :

LES OFFRES SERONT DEPOSÉES EXCLUSIVEMENT **PAR VOIE DÉMATERIALISÉE**.

LA SIGNATURE ELECTRONIQUE EST SOUHAITÉE LORS DE LA REMISE DES OFFRES MAIS NON OBLIGATOIRE A CE STADE. [LE CANDIDAT RETENU DEVRA IMPERATIVEMENT ACQUERIR UN CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE POUR SIGNER LE MARCHÉ LORS DE SON ATTRIBUTION.]

TOUS LES ÉCHANGES AURONT LIEU PAR COURRIELS SECURISÉS VIA LA PLATEFORME :

www.marches-publics.gouv.fr

LES CANDIDATS DOIVENT DONC IMPERATIVEMENT RENSEIGNER UNE **ADRESSE COURRIEL VALIDE** LORS DE LEUR INSCRIPTION SUR LA PLATEFORME AFIN DE RECEVOIR LES DIFFERENTS COURRIERS ET NOTIFICATIONS.

ATTENTION : EN CAS DE DEPOTS MULTIPLES, SEUL LE DERNIER PLI SERA OUVERT

Chapitre I. Table des matières

CHAPITRE I.	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	6
CHAPITRE II.	OBJET DE LA CONSULTATION.....	6
ARTICLE 1.	INTITULE DE LA CONSULTATION	6
ARTICLE 2.	MODE DE PASSATION.....	7
ARTICLE 3.	TYPE DE MARCHÉ	8
ARTICLE 4.	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	8
Article 4.1.	<i>Décomposition en lots</i>	8
Article 4.2.	<i>Décomposition en tranches</i>	9
ARTICLE 5.	TYPE DE CONTRAT	9
ARTICLE 6.	DURÉE DU MARCHÉ ET RE CONDUCTION(S).....	10
Article 6.1.	<i>Durée du marché</i>	10
Article 6.2.	<i>Reconduction(s)</i>	10
ARTICLE 7.	DATE D'EFFET DU MARCHÉ	10
ARTICLE 8.	DELAI D'EXECUTION.....	11
ARTICLE 9.	CLASSIFICATION CPV.....	11
CHAPITRE III.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	12
ARTICLE 10.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	12
ARTICLE 11.	MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DU MARCHÉ PUBLIC	12
Article 11.1.	<i>Modalités de financement</i>	12
Article 11.2.	<i>Mode de règlement du marché</i>	12
ARTICLE 12.	MARCHES RESERVES – CLAUSE D'ACTION SOCIALE.....	13
Article 12.1.	<i>Marchés réservés</i>	13
Article 12.2.	<i>Clause d'action sociale</i>	13
	<i>Le GHT propose les services d'un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'action sociale identifié à l'article 21.4 du CCAP</i>	13
ARTICLE 13.	VARIANTES.....	13
Article 13.1.	<i>Variantes à l'initiative des soumissionnaires</i>	13
Article 13.2.	<i>Variantes à l'initiative de l'acheteur</i>	13
Article 13.3.	<i>Article 13.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)</i>	13
ARTICLE 14.	PRESTATIONS SIMILAIRES	14
ARTICLE 15.	MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC.....	14
ARTICLE 16.	DISPOSITIONS RELATIVES AU GROUPEMENT	14
ARTICLE 17.	SOUS-TRAITANCE	15
ARTICLE 18.	ECHANTILLONS – VISITE SUR SITE – ESSAIS.....	15
Article 18.1.	<i>Echantillons</i>	15
Article 18.2.	<i>Visite du site</i>	15
Article 18.3.	<i>Présentation du matériel</i>	16
CHAPITRE IV.	CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE).....	17
ARTICLE 19.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	17
ARTICLE 20.	OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	17
ARTICLE 21.	COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS PAR VOIE ELECTRONIQUE	18
ARTICLE 22.	MODIFICATIONS DE DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	19
CHAPITRE V.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	20
ARTICLE 23.	DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS	20
ARTICLE 24.	CONDITIONS DE REDACTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	20
ARTICLE 25.	CONTENU DU DOSSIER	20
ARTICLE 26.	CONTENU DE LA CANDIDATURE	20

ARTICLE 27.	CONTENU DE L'OFFRE	22
ARTICLE 28.	PIECES SUPPLEMENTAIRES	23
ARTICLE 29.	MODE DE REMISE DES PLIS.....	23
CHAPITRE VI.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	25
ARTICLE 30.	OUVERTURE DES PLIS ET VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION	25
ARTICLE 31.	EXAMEN DES CANDIDATURES	25
ARTICLE 32.	EXAMEN DES OFFRES	26
<i>Article 32.1.</i>	<i>Critères de jugement des offres.....</i>	26
<i>Article 32.2.</i>	<i>Clause de départage des candidats en cas d'égalité de note finale.....</i>	28
<i>Article 32.3.</i>	<i>Traitement des offres anormalement basses.....</i>	28
<i>Article 32.4.</i>	<i>Négociation</i>	28
<i>Article 32.5.</i>	<i>Auditions.....</i>	28
ARTICLE 33.	ATTRIBUTION.....	28
ARTICLE 34.	NOTIFICATION DES RESULTATS.....	28
ARTICLE 35.	DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE	29
ARTICLE 36.	INFORMATION DES CANDIDATS ET DES SOUMISSIONNAIRES NON RETENUS.....	30
ARTICLE 37.	SIGNATURE DU MARCHE ET NOTIFICATION	31
CHAPITRE VII.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	32
ARTICLE 38.	OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	32
ARTICLE 39.	RECOURS	32

PREAMBULE

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code de la santé publique (CSP), **une convention constitutive** a été signée le 30 juin 2016. Celle-ci **a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.**

Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :

- *CHU Limoges en qualité d'établissement support*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourgneuf*
- *CH Ussel*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au **CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché** ainsi que certaines missions liées à l'exécution (conclusion de modifications de marché public, etc...).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.

A ce titre, la Directrice Générale ou son représentant sera le signataire des marchés.

Chapitre I. Identification de l'acheteur

Noms et adresses officiels du Pouvoir Adjudicateur - Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Madame la Directrice générale du C.H.U. de LIMOGES
 Adresse : 2 avenue Martin Luther King – 87042 LIMOGES CEDEX
 Adresse du portail d'achat : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Gestionnaire de marché (Réfèrent administratif)

Direction des Achats et des Ressources Biomédicales – Madame Nathalie Dubois
 Adresse : C.H.U. de Limoges, 2 avenue Martin Luther King – 87042 LIMOGES CEDEX

Réfèrent achat

Direction des Constructions, de la Sécurité et du Patrimoine – Monsieur Fabien Barrière, Adresse : C.H.U. de Limoges, 2 avenue Martin Luther King, 87042 LIMOGES CEDEX

Chapitre II. Objet de la consultation

Article 1. Intitulé de la consultation

Les stipulations du présent règlement de la consultation (RC) ont pour objet de définir les prestations de maintenance préventive et de maintenance corrective relative à l'assistance technique 24H24 7j/7 des installations Haute et Basse Tension pour les établissements du GHT du Limousin.

La maintenance préventive a pour but de réduire les pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements.

La maintenance corrective a pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels et équipements à la suite d'une défaillance.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies dans le Cahier des clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Lieu d'exécution de la prestation : Corrèze – Creuse – Haute-Vienne

Les établissements concernés sont :

Etablissements du GHT du Limousin	Etablissements concernés par cette consultation
CHU LIMOGES	<input checked="" type="checkbox"/>
CH BRIVE	<input checked="" type="checkbox"/>
CH ESQUIROL	<input checked="" type="checkbox"/>

CH TULLE	<input checked="" type="checkbox"/>
CH GUÉRET	<input checked="" type="checkbox"/>
CH USSEL	<input checked="" type="checkbox"/>
CH SAINT JUNIEN	<input checked="" type="checkbox"/>
HÔPITAL INTERCOMMUNAL DU HAUT LIMOUSIN (HIHL)	<input checked="" type="checkbox"/>
CH SAINT YRIEIX	<input checked="" type="checkbox"/>
CH LA VALETTE (SAINT VAURY)	<input checked="" type="checkbox"/>
CH AUBUSSON	<input checked="" type="checkbox"/>
CH BOURGANEUF	<input checked="" type="checkbox"/>
CH INTERCOMMUNAL DES MONTS ET BARRAGES (CHIMB)	<input checked="" type="checkbox"/>
CH CORNIL	<input checked="" type="checkbox"/>
CH BORT LES ORGUES	<input checked="" type="checkbox"/>
CH LES GENÊTS D'OR (EVAUX LES BAINS)	<input checked="" type="checkbox"/>
CH UZERCHE	<input type="checkbox"/>
CH LA SOUTERRAINE	<input checked="" type="checkbox"/>

Article 2. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est [la procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique]

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie de la procédure. Dans cette hypothèse, la présente consultation sera déclarée « sans suite » et l'ensemble des candidats en sera informé. Aucune indemnité ne sera accordée aux candidats ayant retiré le dossier de consultation ou aux soumissionnaires ayant déposé une offre.

Article 3. Type de marché

Il s'agit d'un marché public de services au sens de l'article L. 1111-4 du Code de la commande publique. Le présent marché est un marché ordinaire et comporte une partie à bons de commande, avec un montant maximum par lot.

Article 4. Décomposition de la consultation

Article 4.1. Décomposition en lots

Le marché est alloté en application de l'article R. 2113-1 du Code de la commande publique.

Les prestations du marché sont décomposées en 3 lots répartis comme suit :

- Lot 1 : Entretien des équipements des Etablissements de la Haute-Vienne
 - CHU de Limoges
 - Centre Hospitalier Esquirol
 - Centre Hospitalier Intercommunal du Haut Limousin
 - Centre Hospitalier Monts et Barrages
 - Centre Hospitalier de Saint-Junien
 - Centre Hospitalier de Saint Yrieix la Perche
- Lot 2 : Entretien des équipements des établissements de la Corrèze :
 - Centre Hospitalier de Bort Les Orgues
 - Centre Hospitalier de Brive
 - Centre Hospitalier de Cornil
 - Centre Hospitalier de Tulle
 - Centre Hospitalier d'Ussel
- Lot 3 : Entretien des équipements des établissements de la Creuse :
 - Centre Hospitalier d'Aubusson
 - Centre Hospitalier d'Evaux Les Bains
 - Centre Hospitalier de Saint Vaury
 - Centre Hospitalier de La Souterraine
 - Centre Hospitalier de Guéret
 - Centre Hospitalier de Bourganeuf

Les candidats peuvent répondre à un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

L'attribution sera faite lot par lot. Chacun des lots donnera lieu à la passation d'un marché public.

NB : il est rappelé ici qu'au sein d'une procédure allotie, chaque lot constitue un marché à part entière avec son propre titulaire et ses propres modalités d'exécution.

Après leur notification, chaque marché correspond à un lot et s'exécute de manière indépendante.

Toutefois, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne signer qu'un seul marché regroupant l'ensemble des lots attribués à un même candidat.
L'acte d'engagement fera alors apparaître de manière distincte les lots, ainsi que leurs montants correspondants.

Article 4.2. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Article 5. Type de contrat

La présente procédure donnera lieu à la conclusion d'un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire s'agissant de la maintenance préventive et de la maintenance corrective portant sur l'astreinte 24h/24 7j/7.

Le présent marché comprend une partie à bons de commande pour les prestations de maintenance corrective hors forfait. Cette partie est conclue sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans engagement minimum. Le maximum annuel est fixé à 30 000 € HT pour le CHU de Limoges et à 20 000 € HT pour chacun des autres établissements.

Pour la partie à bons de commandes, les bons de commande seront émis par les établissements concernés par le marché au fur et à mesure des besoins en application des articles R. 2162-2 2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Etablissements	Maintenance préventive et maintenance corrective portant sur l'astreinte 24h/24 7j/7 : montant estimé du besoin en € HT <u>par an</u>	Montant maximum annuel en € HT de la partie à bons de commande (maintenance corrective hors forfait)
Lot 1 - Entretien des équipements de la Haute-Vienne		
CHU Limoges	110 000,00 €	30 000,00 €
CH Esquirol	25 000,00 €	20 000,00 €
HIHL - Bellac	8 000,00 €	20 000,00 €
CHIMB - Saint Léonard de Noblat	5 000,00 €	20 000,00 €
CH Saint Junien	10 000,00 €	20 000,00 €
CH Saint Yrieix la Perche	1 824,00 €	20 000,00 €

Lot 2 - Entretien des équipements de la Corrèze		
CH Bort-les-Orgues	3 000,00 €	20 000,00 €
CH Brive	30 000,00 €	20 000,00 €
CH Cornil	3 000,00 €	20 000,00 €
CH Tulle	500,00 €	20 000,00 €
CH Ussel	3 000,00 €	20 000,00 €
Lot 3 - Entretien des équipements de la Creuse		
CH Aubusson	8 000,00 €	20 000,00 €
CH Evaux les Bains	2 650,00 €	20 000,00 €
CH Saint Vaury	25 000,00 €	20 000,00 €
CH La Souterraine	10 000,00 €	20 000,00 €
CH Bourganeuf	3 000,00 €	20 000,00 €
CH Guéret	10 000,00 €	20 000,00 €

Article 6. Durée du marché et reconduction(s)

Article 6.1. Durée du marché

Le marché est conclu, en application des articles L. 2112-5 et L. 2125-1 1° du Code de la commande publique pour une durée d'un an.

Article 6.2. Reconduction(s)

Le présent marché est reconductible.

Le marché pourra être reconduit de manière TACITE 3 fois pour une durée de 12 mois. La dernière année, le marché se terminera le **28 février 2030**.

Article 7. Date d'effet du marché

Les dates d'effet du marché par lot sont les suivantes :

Lots	Date d'effet du marché
• Lot 1 : Entretien des équipements des Etablissements de la Haute-Vienne	17/03/2026 ou à compter de la notification du marché si celle-ci est ultérieure
• Lot 2 : Entretien des équipements des Etablissements de la Corrèze	17/03/2026 ou à compter de la notification du marché si celle-ci est ultérieure

<ul style="list-style-type: none"> ● Lot 3 : Entretien des équipements des Etablissements de la Creuse 	23/03/2026 ou à compter de la notification du marché si celle-ci est ultérieure
--	---

Article 8. Délai d'exécution

Les prestations seront réalisées conformément au calendrier arrêté entre les établissements et le titulaire du marché et selon les contraintes définies au CCTP.

Article 9. Classification CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont : 50711000 – Services de réparation et d'entretien d'installations électriques de bâtiment ; 50532200 ; 50532400.

Chapitre III. Conditions de la consultation

Article 10. Délai de validité des offres

A compter de la date limite de réception des offres, les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 6 **mois**.

Article 11. Mode de financement et de règlement du marché public

Article 11.1. Modalités de financement

Le financement sera basé sur le budget de chaque établissement membre du GHT et concerné par la consultation.

Article 11.2. Mode de règlement du marché

L'unité monétaire utilisée pour cette consultation est l'euro.

Le comptable assignataire de la dépense figure, pour chacun des établissements, en annexe 1 du Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement sur le compte bancaire du titulaire du marché.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique.

En cas de non-respect du délai global de paiement, et en application des articles R. 2192-31 et suivants du Code de la commande publique, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € s'ajoutera au montant des intérêts moratoires.

Article 12. Marchés réservés – Clause d'action sociale

Article 12.1. Marchés réservés

Des prestations sont-elles réservées au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R. 2113-7 et R.2113-8 du Code de la commande publique:

☐ Oui

☒ Non

Article 12.2. Clause d'action sociale

Le GHT, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause(s) d'action sociale obligatoire(s).

Cette clause concerne les lots 1, 2 et 3.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un lot, quelle qu'elle soit, devra réaliser pour l'exécution de son offre une clause d'action sociale qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le GHT propose les services d'un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'action sociale identifiée à l'article 21.4 du CCAP.

Attention

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause d'action sociale obligatoire. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du cahier des charges.

Article 13. Variantes

Article 13.1. Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les variantes à l'initiative des soumissionnaires ne sont pas autorisées.

Article 13.2. Variantes à l'initiative de l'acheteur

Aucune variante n'est exigée par le pouvoir adjudicateur.

Article 13.3. Article 13.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent marché ne prévoit aucune PSE.

Article 14. Prestations similaires

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires passé en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par le titulaire initial du marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Plus précisément, le lot 1 pourra donner lieu à la passation d'un marché de prestations similaires dans les conditions prévues en annexe 4 du CCTP.

Article 15. Modifications au marché public

Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public dans les conditions fixées aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Article 16. Dispositions relatives au groupement

Les groupements entre plusieurs soumissionnaires sont autorisés.

Chaque membre du groupement joint à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement de consultation, sous peine d'élimination du groupement.

En application de l'article R.2151-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- ✓ en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- ✓ en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

Forme juridique que devra revêtir les groupements d'opérateurs économiques, attributaires du (des) marché(s) public(s) :

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement solidaire ou conjoint.

En cas de groupement conjoint, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Article 17. Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance au sens des articles L.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du (des) marché(s).

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au Pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant et la durée du contrat de sous-traitance ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) le cas échéant les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification du (des) marché(s) public(s) emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Article 18. Echantillons – Visite sur site – Essais

Article 18.1. Echantillons

Sans objet.

Article 18.2. Visite du site

Une visite sur site est obligatoire pour chacun des lots. Les candidats devront effectuer la visite des sites de chacun des établissements concernés par les lots auxquels ils soumissionnent.

Les certificats de visite signés par le représentant du pouvoir adjudicateur lors de la visite devront être fournis dans l'offre déposée par le candidat.

Les candidats sont invités à contacter les référents identifiés ci-après afin de visiter les sites.

Etablissements	Référents techniques pour la visite des sites	Contact : adresse mail des référents techniques
Lot 1 - Entretien des équipements de la Haute-Vienne		
CHU Limoges	M Fabien Barrière	Fabien.BARRIERE@chu-limoges.fr
CH Esquirol	M Benoit COUDREIR	benoit.coudrier@ch-esquirol-limoges.fr
HIHL - Bellac	M. Patrick JUSIAK	technique@hihl.fr
CHIMB - Saint Léonard de Noblat	M Toucanne Christophe	logistique@chimb.fr
CH Saint Junien	M Reynaeld Begue	reynaeld.begue@ch-stjunien.fr
CH Saint Yrieix la Perche	M Antonio De Paiva Teixeira	de-paiva-teixeira.antonio@ch-st-yrieix.fr
Lot 2 - Entretien des équipements de la Corrèze		
CH Bort-les-Orgues	M Fabrice Bourgin	atelier@ch-bort.fr
CH Brive	M Christian CERE	christian.cere@ch-brive.fr
CH Cornil	M CROZIER Stéphane	scrozier@chg-cornil.fr
CH Tulle	M SAYSSET	asaysset@ch-tulle.fr
CH Ussel	M FAUGERON	r.faugeron@ch-ussel.fr
Lot 3 - Entretien des équipements de la Creuse		
CH Aubusson	M Patrick Gane	patrick.gane@ch-aubusson.fr
CH Evaux les Bains	Jacques BODEAU (Eric CHAUMETON en son absence)	jacques.bodeau@ch-evauxlesbains.fr ou services.techniques@ch-evauxlesbains.fr
CH Saint Vaury	Jérôme Quillet	jquillet@ch-st-vaury.fr
CH La Souterraine	Mr François DUFAYET	francois.dufayet@yahoo.fr
CH Bourganeuf	Arnaud WINOCQ	arnaud.winocq@ch-bourganeuf.fr
CH Guéret	M Simon BARBAIRE	s.barbaire@ch-gueret.fr

Article 18.3. Présentation du matériel

Sans objet.

Chapitre IV. Contenu et conditions d'obtention du dossier de Consultation (DCE)

Article 19. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes :

1	Le formulaire DC1
2	Le formulaire DC2
3	Le présent règlement de la consultation et ses annexes : -Annexe 1 : relative aux modalités de présentation des offres et réponses dématérialisées -Annexe 2 : guide relatif à la signature électronique des documents sur la PLACE pour les fournisseurs
4	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe 1 : Liste des établissements membres du GHT du Limousin et informations relatives au paiement
5	Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses 4 annexes
6	L'acte d'engagement (formulaire ATTRI 1) et son annexe 1 relative à la clause d'action sociale
7	Le Certificat de visite sur site
8	Les décompositions du prix global et forfaitaires (DPGF) – Les Bordereaux de prix unitaires (BPU), pour chacun des lots (annexe 3 du CCTP)

Article 20. Obtention du dossier de consultation

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil acheteur à l'adresse suivante:

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les opérateurs économiques n'ont pas l'obligation de s'identifier pour accéder aux documents de la consultation.

Toutefois, il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse postale et électronique, afin d'être tenus informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations

complémentaires par les opérateurs économiques (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Avertissement : L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), notamment *nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr* ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Article 21. Communications et échanges d'informations par voie électronique

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par voie électronique. A cette fin, l'opérateur économique mentionnera de manière précise une adresse mail de référence. Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur mentionné à l'article précédent.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais. Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

Les candidats souhaitant s'identifier sur le portail devront créer un compte via le menu « Votre espace » pour obtenir un identifiant et un mot de passe.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la consultation, les candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip , .rar ;
- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur) ;
- PDF.

La liste des formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf)
- Rich Text Format (.rtf)
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar)
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb)
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png)
- Internet (exemple d'extensions : .htm)

Article 22. Modifications de détails du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier le contenu des documents composant le dossier de consultation. Ils sont de ce fait dans l'obligation de présenter une offre conforme à la demande de l'acheteur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Chapitre V. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Article 23. Date et heure limites de réception des plis

Date limite indiquée en page 2 du présent Règlement de la consultation.

Article 24. Conditions de rédaction des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les offres chiffrées des candidats doivent nécessairement être exprimées en EURO.

Article 25. Contenu du dossier

Chaque soumissionnaire se doit de produire un dossier de candidature et une offre complète comprenant l'ensemble des pièces visées au présent RC.

Nota : Ces documents n'ont pas à être signés, seul le contrat lui-même devra être signé à l'issue de la procédure d'attribution (Acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe 1).

Article 26. Contenu de la candidature

En application des dispositions de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en lieu et place des documents mentionnés ci-dessous.



L'attributaire devra tout de même fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché. De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

✓ Pour l'appréciation des capacités juridiques, l'opérateur économique remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

- La lettre de candidature et l'habilitation du mandataire par ses cotraitants, uniquement pour les groupements (modèle de lettre de candidature ou forme libre), dûment complétée par chacun des cotraitants en cas de groupement (**formulaire DC1** ou forme libre) précisant :
 - La dénomination sociale du candidat, son adresse et ses coordonnées (téléphone, courriel),
 - L'objet de la candidature et le ou les lots concernés.
 - La forme du groupement, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire,
 - Une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

✓ Pour l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; (**formulaire DC2** ou format libre)
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation de la liste des principales prestations des 3 dernières années en rapport avec l'objet du marché, notamment la liste des personnes publiques avec lequel le prestataire a ou a eu un marché ;
- Les habilitations H1V, H2V et B1V et B2V (ou équivalent)
- La certification des outils de diagnostic HT BT et certificats de formation de niveau IV (fabriquant) (ou équivalent)

Afin de faciliter la rédaction de sa candidature, le soumissionnaire peut recourir aux formulaires types du Ministère de l'Économie et des Finances (DC1, DC2...) disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

NOTA: En application de l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'examiner les offres avant les candidatures conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Article 27. Contenu de l'offre

Le candidat remet à l'appui de son offre :

- ✓ La décomposition du prix global et forfaitaire / le Bordereau des Prix unitaires fournis au DCE (annexe 3 du CCTP) pour chaque lot et par année complétés pour chaque établissement ;
- ✓ La copie de l'attestation de visite obligatoire pour chaque établissement ;
- ✓ Un Mémoire technique permettant d'apprécier les critères de la valeur technique et environnemental et décrivant :
 - L'organisation des interventions et la méthodologie des procédures mises en place pour chaque établissement,
 - La présentation des intervenants dédiés au marché avec production de leurs habilitations et de l'expérience de chacun (CV du personnel affecté à la réalisation de la prestation),
 - La démarche logistique prévue pour assurer la livraison des pièces dans les meilleurs délais,
 - Un exemple de rapport de maintenance préventive,
 - Les mesures environnementales mises en oeuvre dans le cadre de l'exécution du présent marché et décrivant :
 - La méthodologie pour la valorisation et le traitement des déchets ;
 - Les mesures/actions mises en oeuvre afin d'améliorer la performance en matière de protection de l'environnement dans le cadre de l'exécution du marché (ex : utilisation de véhicules propres, formation éco-conduite, huile de transformateur biodégradable etc) ;
 - La mise en place de dispositions pour améliorer la durée de vie des installations hautes tensions (ex : installation de capteur de température) ;
 - Les mesures/actions mises en oeuvre afin d'améliorer la consommation énergétique des installations haute tension (ex : limiter la perte à vide).
- ✓ Facultatif : l'acte d'engagement (ATTRI 1).

Le mémoire technique a pour objet de juger la valeur technique et le critère environnemental de l'offre du soumissionnaire.

Les renseignements indiqués dans ce mémoire technique doivent être seulement et strictement liés aux prestations, objet de la présente consultation et ne doivent pas être de simples énumérations de l'organisation des moyens généraux du soumissionnaire.

Le soumissionnaire doit préciser les éléments confidentiels de son offre couverts par le secret des affaires et justifier par écrit les motifs de couverture de ces éléments. A défaut de précisions, l'offre est réputée communicable selon la jurisprudence de la CADA.

Le candidat est libre d'ajouter d'autres documents pour sa candidature.

Article 28. Pièces supplémentaires

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature et leur offre, les documents suivants dans la candidature :

- Si le candidat emploie des salariés, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du Travail.
- Les attestations fiscales et sociales :
 - Pour le candidat établi en France : l'attestation URSSAF et des liasses fiscales n°3666,
 - Pour le candidat établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Article 29. Mode de remise des plis

Les candidats doivent impérativement, pour leur réponse, utiliser la voie dématérialisée conformément à l'article 21 du présent règlement de la consultation.

La candidature et l'offre devront respecter les formats autorisés à l'article 21 du présent règlement de la consultation.

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le candidat devra se conformer aux dispositions indiquées dans l'annexe au règlement de la consultation « PROCEDURE POUR LES REPONSES DEMATERIALISEES »

Considérant le volume du marché, il est fortement recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute ».

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée à l'adresse suivante :

Adresse d'envoi de la copie de sauvegarde :

CHU de Limoges

Bâtiment Médico Administratif

Cellule de la Commande Publique, bureau 1-31

Avenue Martin Luther King

87042 LIMOGES CEDEX

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite de réception des offres seront effacés sans avoir été lus. Le candidat en est informé. Si la transmission électronique était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

Le dossier doit avoir été transmis de manière complète en une seule fois.

Signature électronique de l'acte d'engagement par l'attributaire :

L'attributaire, lors de l'attribution du marché devra signer électroniquement l'acte d'engagement en présentant un certificat de signature électronique. Pour ce faire, l'attributaire recevra une notification électronique du profil acheteur, l'invitant à transmettre l'acte d'engagement signé électroniquement. Les modalités pratiques de signature électronique des documents sur la plateforme PLACE sont indiquées en annexe 2 du présent document.

Le certificat de signature électronique doit être délivré par une autorité de certification accréditée et permettre de faire le lien entre une personne physique et le document signé électroniquement.

Les formats de signature acceptés à partir du 01/10/2012 sont XADES, CADES, PADES, PKCSDES, PKCS#7 (.p7s).

Attention, il est précisé qu'un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip, et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

La signature devra émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est soit le représentant légal du candidat, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature (à fournir impérativement en annexe de l'acte d'engagement) établie par le représentant légal du candidat.

Chapitre VI. Examen des candidatures et jugement des offres

Article 30. Ouverture des plis et vérification des conditions de participation

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Les candidatures et les offres reçues hors délais sont éliminées en application des articles R.2143-2 et R. 2151-5 du Code de la commande publique.

En cas de virus, ou lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue ou n'a pas pu être ouverte, le pouvoir adjudicateur ouvrira la copie de sauvegarde conformément à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Article 31. Examen des candidatures

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant élimine les candidatures qui, en application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, ne peuvent être admises. Les candidatures sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières. Les candidats non retenus en sont informés.

Le Pouvoir adjudicateur peut également demander aux candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Le Pouvoir adjudicateur vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché.

Article 32. Examen des offres

Article 32.1. Critères de jugement des offres

Les offres seront jugées et notées sur un total de 100 points à partir des critères définis ci-après, chaque critère étant noté selon son importance dans une logique de pondération, dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 à R2152-12 du Code de la commande publique.

Critères de jugement des offres	Note sur 100
Critère 1 : Le prix, analysé sur le montant de la DPGF et du BPU (annexe 3 du CCTP) et selon les sous critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Du forfait de maintenance préventive : 35 points (analysé sur 4 ans) - Du forfait d'astreinte : 10 points (analysé sur 4 ans) - Du coût horaire pour la maintenance corrective : 10 points (somme des 3 coûts horaires) <p>Chaque sous-critère sera noté selon la formule suivante : Valeur de l'offre la moins disante/valeur de l'offre analysée x la pondération correspondante. La note totale sera égale au cumul des 3 notes.</p>	Note sur 55 (soit 55% de la note finale)
Critère 2 : Valeur technique analysée sur la base du mémoire technique et selon les sous critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> - La logistique proposée pour assurer la livraison des pièces dans les meilleurs délais : 10 points - Les moyens humains affectés à la réalisation des prestations objet du marché : 15 points - Organisation des interventions et la méthodologie des procédures mises en place pour chaque établissement : 12.5 points - Caractéristiques du modèle de rapport d'intervention proposé : 2.5 points 	Note sur 40 (soit 40% de la note finale)
Critère 3 : Critère environnemental analysé sur la base du mémoire technique	Note sur 5 (soit 5% de la note finale)

Le critère valeur technique fera l'objet de sous critères chacun noté sur 5 selon la méthode suivante :

Grille d'évaluation	Note / 5
Très satisfaisant	5
Satisfaisant	4
Moyennement satisfaisant	3
Peu satisfaisant	2

Insatisfaisant	1
Absence des informations	0

La note au ½ point est possible.

- ⇒ La note pondérée de chaque sous critère correspond à la note obtenue sur 5 points multiplié par son coefficient de pondération.
- ⇒ La note du critère sera égale à la somme des notes pondérées des sous critères.

Le critère environnemental sera noté sur 5 selon la méthode suivante :

Grille d'évaluation	Note / 5
Très satisfaisant	5
Satisfaisant	4
Moyennement satisfaisant	3
Peu satisfaisant	2
Insatisfaisant	1
Absence des informations	0

La note au ½ point est possible.

- ⇒ La note pondérée de ce critère correspond à la note obtenue sur 5 points multiplié par son coefficient de pondération.

Note finale :

Les offres sont notées sur 100 points, par addition des notes obtenues pour chacun des critères. La notation sera arrondie à la décimale supérieure.

Les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R. 2152-6 du code de la commande publique sont notées et classées par ordre décroissant en appliquant les critères de jugement des offres précités.

Le classement des offres sera réalisé au plus fort point constitué de la somme des notes des critères.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant de la simulation de commande sera rectifié en conséquence.

De même, en cas d'erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient, le candidat sera invité par le Représentant du pouvoir adjudicateur à les rectifier. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Article 32.2. Clause de départage des candidats en cas d'égalité de note finale

Dans le cas où des candidats seraient classés ex aequo dans le cadre de l'analyse des offres du présent marché, le candidat obtenant la meilleure note au critère n°1 sera désigné comme attributaire du marché.

Les prestataires non retenus seront alors informés des modalités d'attribution mises en œuvre dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats.

Article 32.3. Traitement des offres anormalement basses

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique, une demande de justification est envoyée à (aux) l'(les) entreprise(s) concernée(s). En fonction des réponses, l'acheteur choisit ou non de déclarer l'offre comme compétitive ou anormalement basse. Dans le dernier cas, l'offre est éliminée pour irrégularité et n'est pas notée.

Article 32.4. Négociation

La présente procédure ne fera l'objet d'aucune négociation.

Article 32.5. Auditions

Sans objet.

Article 33. Attribution

Le pouvoir adjudicateur choisit les offres qu'il juge économiquement les plus avantageuses en application des critères de jugement des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de solliciter la régularisation de tout ou partie des offres susceptibles d'être régularisées, conformément à l'article R. 2152-2 du code de la commande publique dans le respect de l'égalité de traitement entre les soumissionnaires.

Si le pouvoir adjudicateur ne demande pas la régularisation des offres ou si à l'issue de cette phase de régularisation, des offres demeurent irrégulières, celles-ci seront éliminées.

Le soumissionnaire dont l'offre est la mieux notée et arrive première au classement sera retenu pour le marché.

Article 34. Notification des résultats

Il est précisé que les délais d'analyse des offres et d'instruction des dossiers peuvent être longs tout en respectant le délai de validité des offres.

Aucune réponse orale ne sera apportée quant à la décision d'attribution du marché issu de cette consultation. Il est donc inutile de contacter par téléphone le service en charge de la passation de la procédure ou les services prescripteurs pour connaître la décision prise par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats recevront uniquement par écrit les informations relatives au choix du pouvoir adjudicateur dès que ce dernier aura statué.

Article 35. Documents à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Le marché ne pourra être définitivement attribué au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public que sous réserve que celui-ci produise (dans le cas où il ne l'aurait pas déjà fait au moment du dépôt de son pli et sous réserve des dispositions de l'article R.2143-13 du Code de la commande publique) dans le délai indiqué dans le courrier/courriel qui lui est adressé, les documents prévus aux articles R. 2143-6 à R.2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale). Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus.
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le

numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le ou les attributaire(s) provisoire(s) doit (vent) également remettre à l'acheteur, avant la notification du marché et tous les six mois durant l'exécution de ce marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces seront exigées pour tout marché d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222.1 du code du travail), dans le délai impératif fixé par le pouvoir adjudicateur.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-1 à R.2142-14 et R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, il fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

En application de l'article R.2144-7 du code de la commande publique, quand le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ne peut produire les attestations et certificats précités dans le délai fixé ci-dessus, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

En outre, le candidat sollicité devra compléter, signer et transmettre au pouvoir adjudicateur son acte d'engagement (ou formulaire ATTR1) et son annexe 1 dans le délai indiqué dans le courrier/courriel qui lui est adressé.

Une mise au point du marché avec le soumissionnaire retenu pourra également être effectuée dans le respect des conditions de l'article R. 2152-13 du code de la commande publique.

Article 36. Information des candidats et des soumissionnaires non retenus

Lorsque le pouvoir adjudicateur décide de rejeter une candidature ou une offre, il notifie par écrit à chaque candidat ou soumissionnaire concerné le rejet de sa candidature ou de son offre

en lui indiquant les motifs de ce rejet conformément aux articles R. 2181-1 et R. 2181-3 du code de la commande publique.

Ces notifications se font via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Lorsque cette notification intervient après l'attribution du marché public, elle précise, en outre, le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre. Elle mentionne également la date à compter de laquelle l'acheteur est susceptible de signer le marché public dans le respect des dispositions de l'article R. 2182-1 du code de la commande publique.

Article 37. Signature du marché et notification

Le(s) marché(s) est(sont) signé(s) et notifié(s) au(x) soumissionnaire(s) retenu(s) après l'expiration du délai réglementaire de suspension des offres.

Le(s) soumissionnaire(s) retenu(s) ne bénéficiera(ont) de la qualité de titulaire qu'à compter de la réception de la notification du marché via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>. (laquelle consiste en l'envoi d'une copie du marché signé).

Chapitre VII. Renseignements complémentaires

Article 38. Obtenir des renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation des entreprises et de l'élaboration de leurs offres, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au CHU de Limoges au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des plis. Passé ce délai, les questions ne seront pas prises en compte et ne feront pas l'objet d'une réponse de la part du Maître d'ouvrage.

Cette demande devra être adressée :

Par voie électronique uniquement via la plateforme : www.marches-publics.gouv.fr

Pour les questions posées dans les délais signifiés ci-avant, une réponse sera adressée, via la même plate-forme, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site pour pouvoir bénéficier de la réponse apportée à leur question. Dans la mesure du possible, les candidats sont invités à poser toutes leurs questions en même temps.

En cas de report de délai intervenant pendant la consultation, les dispositions ci-avant s'appliqueront dans les mêmes conditions, avec pour référence la nouvelle date limite fixée pour la remise des offres.

Article 39. Recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Limoges

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- **Référé précontractuel** prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public.
- **Référé contractuel** : après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci – Article L.551-13 à L.551-23 du même code.

- **Référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Recours pour excès de pouvoir** contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme en ce qui concerne les décisions de déclaration d'infructuosité ou de déclaration sans suite en cas d'abandon de la procédure
- **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.